

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/COMTD/LLDC/5

25 mars 1997

(97-1230)

Sous-Comité des pays les moins avancés Cinquième session

COMPTE RENDU DE LA REUNION DU 28 FEVRIER 1997

Présidente: Mme l'Ambassadeur Evelien L. Herfkens (Pays-Bas)

1. Le Sous-Comité a adopté l'ordre du jour figurant dans l'aérogramme WTO/AIR/537.
 - i) Point B de l'ordre du jour - Examen des problèmes spéciaux et spécifiques des pays les moins avancés: arriérés accumulés
2. La Présidente a rappelé qu'en vertu de la décision prise par les Membres le 13 décembre 1994 sur la question des arriérés, un gouvernement qui était en retard de plus de trois années pour le versement de ses contributions serait classé dans la catégorie IV du point de vue du budget de l'OMC et serait considéré comme inactif. Cela signifiait qu'il n'aurait plus accès aux activités d'assistance technique ou de formation de l'OMC. Au 14 février 1997, 22 pays étaient considérés comme inactifs, dont 17 étaient du nombre des pays les moins avancés. La question avait été inscrite à l'ordre du jour de la présente réunion du Sous-Comité pour étudier les solutions possibles en vue de faire de l'OMC une organisation véritablement ouverte à tous.
3. Le représentant des Etats-Unis s'est demandé pourquoi la question était inscrite à l'ordre du jour étant donné qu'elle relevait du mandat du Comité du budget, des finances et de l'administration. L'obligation faite à chaque Membre de verser sa contribution était énoncée au paragraphe 4 de l'article VII de l'Accord sur l'OMC et était exécutoire. L'intervenant a ajouté que ce n'était pas un problème propre à tous les pays les moins avancés, citant le cas du Bangladesh et d'autres pays qui avaient respecté leurs obligations, quand bien même la contribution mise à leur charge dépassait le niveau minimal. Il a rappelé que la question des sanctions prévues à l'encontre des Membres ayant des arriérés importants avait été longuement débattue au GATT et au Comité préparatoire de l'OMC. Il a souligné qu'il ne convenait pas de l'examiner plus avant au Sous-Comité.
4. Le représentant du Maroc a pris note de la remarque d'ordre juridique faite par le représentant des Etats-Unis, mais il pensait que l'on devrait rechercher des solutions tout en restant dans le cadre des droits et obligations des Membres. Il a annoncé que son pays serait disposé à verser une contribution à un fonds d'affectation spéciale ou à un fonds similaire, sans qu'il y ait de répercussions sur le budget ou sur les règles.
5. La Présidente a suggéré d'envisager une stratégie de gestion de la dette semblable à celle du FMI et des banques de développement multilatérales, qui comprendrait des sanctions et des incitations afin d'éviter les conséquences d'un risque subjectif, que ce soit sur le budget ou sur les règles. Elle avait déjà convenu avec le Président du Comité du budget que la question serait soulevée audit Comité en cas de complications.
6. Le représentant de la Tanzanie a dit qu'il n'y avait pas de solution évidente au problème des arriérés accumulés et des sanctions, et qu'il était regrettable que cette question relève uniquement des

paragraphe 2 b) et 4 de l'article VII de l'Accord sur l'OMC. Il ne remettait pas en cause les obligations des Membres, mais il s'interrogeait sur le lien entre le non-acquittement des contributions et le refus de l'accès à l'assistance technique, laquelle avait des effets positifs concrets. Ce refus confirmerait la crainte qu'avaient les pays les moins avancés d'être encore plus marginalisés dans le commerce mondial et empêcherait d'atteindre l'objectif consacré par le paragraphe 2 v) de la Décision sur les mesures en faveur des pays les moins avancés qui était de venir en aide à ces pays. La délégation tanzanienne demandait au Secrétariat d'établir un document sur la question. L'intervenant a noté que le paragraphe 2 iii) de la Décision indiquait que les règles énoncées dans les divers accords devraient être appliquées de manière flexible et favorable en ce qui concerne les pays les moins avancés.

7. Le représentant du Bangladesh a fait remarquer que, paradoxalement, la plupart des pays ayant des arriérés étaient ceux des pays les moins avancés, surtout en Afrique, qui avaient le plus besoin d'une assistance technique. Pour des raisons pratiques et éthiques, il ne conviendrait pas que l'OMC les prive de cette assistance. L'intervenant appuyait la suggestion de la Présidente d'envisager un cadre formel pour trouver des solutions et savait gré au représentant du Maroc de sa proposition de contribuer à un fonds d'affectation spéciale. En cas d'incidences budgétaires, le Comité du budget devrait être saisi de la question et le Président du Comité du commerce et du développement devrait participer aux travaux. L'intervenant était favorable à l'établissement d'un document par le Secrétariat et demandait instamment qu'une solution soit trouvée dans le cadre juridique approprié avant la Réunion de haut niveau pour les pays les moins avancés.

8. Le représentant de Madagascar n'avait pas l'intention de contester les arguments juridiques avancés par le représentant des Etats-Unis concernant les règles budgétaires de l'OMC. Il jugeait toutefois bon d'examiner des obstacles tels les arriérés, qui entravaient la participation de certains Membres, peut-être dans le sens indiqué par le représentant du Maroc.

9. Le représentant de la Norvège a reconnu qu'il fallait appeler l'attention sur ce problème afin que les 22 pays concernés se conforment aux règles budgétaires de l'Organisation. Il a rappelé que la question avait été soulevée à la réunion du Comité du budget une semaine auparavant, lequel avait décidé que son Président mènerait des consultations avec le Président du Comité du commerce et du développement, la Présidente du Sous-Comité, le Conseil général et le Directeur général. Il comptait sur ces consultations et leurs résultats.

10. Le représentant de Haïti s'est demandé pourquoi le représentant des Etats-Unis contestait le bien-fondé d'un débat au Sous-Comité puisque celui-ci traitait des questions concernant les pays les moins avancés. Il pensait comme le représentant de la Norvège qu'il ne fallait pas se hâter de tirer des conclusions et a instamment demandé que les pays les moins avancés concernés participent aux consultations.

11. Le représentant des Communautés européennes a déclaré que les Communautés étaient foncièrement attachées à l'intégration des pays les moins avancés dans le système commercial multilatéral et étaient prêtes à s'employer à résoudre un problème qui concernait beaucoup de ces pays. Les Communautés étaient disposées à examiner un document établi par le Secrétariat et préconisaient une coopération avec le Comité du budget pour assurer une approche cohérente.

12. Le représentant de la Suisse a rappelé que la question avait déjà été examinée dans le cadre du GATT, mais qu'il fallait peut-être y revenir. Il a recommandé qu'un document soit établi dans le cadre du Comité du budget à la demande du Sous-Comité. Il a noté que le Comité du budget était à composition non limitée et que toutes les délégations pouvaient participer à ses travaux. Il a instamment demandé aux pays concernés d'apporter leur concours et de faire état des difficultés qu'ils avaient à verser leurs contributions. Il était favorable à des consultations entre les Présidents des deux Comités.

13. Le représentant de l'Inde a souscrit aux observations faites par le représentant de la Tanzanie. Il a suggéré d'examiner ce point de l'ordre du jour dans le cadre de la Décision sur les mesures en faveur des pays les moins avancés pour tenir compte de la dimension réelle du problème. Il a soutenu la proposition relative à l'établissement d'un document d'information et a dit que la question serait inévitablement soulevée à la Réunion de haut niveau.

14. La représentante de Maurice s'est demandé pourquoi une question qui concernait plus de la moitié des pays les moins avancés ne pouvait pas être débattue au Sous-Comité des pays les moins avancés. Elle approuvait l'idée de demander au Secrétariat d'établir un document en consultation étroite avec le Comité du budget, mais d'autres options, comme celle qui concernait un fonds d'affectation spéciale, exigeraient davantage de réflexion. Elle admettait que les incidences juridiques éventuelles soient prises en compte et a suggéré d'étudier cette question au cas par cas parce que les arriérés s'accumulaient pour des raisons différentes. Elle a souligné que l'accès à l'assistance technique et à la formation devrait être maintenu pour éviter une plus grande marginalisation.

15. Le représentant du Canada a fait observer que l'ordre du jour annoté n'avait été distribué que deux jours auparavant. Des consultations sur le problème des arriérés avaient déjà été demandées et le Sous-Comité ne devrait pas aller de l'avant sans bien connaître le sujet. Pour le moment, l'intervenant a suggéré qu'un membre du Secrétariat fasse un exposé général sur la question. Il était partisan de poursuivre les débats au Sous-Comité, étant donné que cela était manifestement dans l'intérêt des pays les moins avancés et qu'il était donc approprié que le Sous-Comité examine la question.

16. La Présidente a dit qu'elle avait mené des consultations avec le Président du Comité du budget avant d'inscrire ce point à l'ordre du jour du Sous-Comité.

Le Sous-Comité est ensuite convenu de poursuivre l'examen de la question, reconnaissant que des solutions possibles n'avaient pas nécessairement des conséquences budgétaires ou juridiques.

17. Le représentant du Maroc a rappelé qu'aucune délégation n'avait contesté l'inscription de ce point à l'ordre du jour. La Réunion de haut niveau ne serait pas le cadre approprié pour traiter la question des arriérés car il s'agissait d'une question très politique qui devait être abordée avec prudence. L'intervenant a appuyé la demande du représentant de la Suisse concernant la présentation d'un bref historique de la question. Il a demandé une liste succincte des solutions qui pourraient être adoptées dans le cadre des règles actuelles. Il a dit que le Secrétariat n'était pas responsable des arriérés et ne devrait pas être chargé de résoudre le problème. Il a noté que des consultations étaient déjà en cours, et s'est déclaré favorable à la poursuite des échanges de vues avec le Directeur général ainsi que dans d'autres instances.

18. La représentante de la Côte d'Ivoire a pris acte de l'observation faite par le représentant des Etats-Unis, mais estimait qu'une certaine flexibilité devait être autorisée. Elle a rappelé que la rigidité n'avait pas donné de bons résultats ces quatre dernières années. Il était évident que la question devait être discutée au Sous-Comité ainsi qu'à la Réunion de haut niveau.

19. La Présidente ne partageait pas l'avis exprimé par le représentant du Maroc selon lequel la question des arriérés ne devait pas être abordée à la Réunion de haut niveau. Elle a dit que l'image de l'OMC souffrirait quelque peu si on ne se souciait pas de retenir les pays les moins avancés ou si ces derniers manifestaient un manque d'intérêt pour l'Organisation en ne versant pas leurs contributions dont le montant était assez faible. Elle ne proposait pas d'inscrire formellement ce point à l'ordre du jour de la Réunion de haut niveau, mais elle n'excluait pas la possibilité que des contacts soient pris avec les délégations présentes à la Réunion de pays ayant des problèmes d'arriérés pour parler de la question.

20. Le représentant de l'Ouganda a exprimé l'espoir qu'une solution novatrice serait trouvée conformément aux règles. Il était favorable à l'établissement d'un document par le Secrétariat et pensait que le Sous-Comité était l'organe approprié pour examiner la question et envisager des solutions. Il a instamment demandé qu'une solution soit trouvée avant la Réunion de haut niveau pour ne pas avoir à en parler à ce moment-là.

21. La représentante du Sénégal s'est félicitée de l'inscription de ce point à l'ordre du jour. Elle était d'avis que des arriérés accumulés étaient préjudiciables pour un certain nombre de Membres de l'OMC et préconisait un examen approfondi sur la base d'un document de travail établi par le Secrétariat. Elle a souligné qu'une approche fondée sur la contrainte ne donnerait pas les résultats escomptés et a fait observer que certains pays se heurtaient à des difficultés objectives dont il fallait tenir compte. Sa délégation était prête à participer à ce processus.

22. Le représentant de Haïti a souscrit au point de vue exprimé par le représentant du Maroc selon lequel cette question ne devrait pas être abordée à la Réunion de haut niveau car elle pourrait occulter les débats sur d'autres points. Il a appuyé le point de vue exprimé par d'autres délégations selon lequel les solutions devaient respecter les règles et était favorable à la poursuite des consultations dans les organes compétents.

23. Le représentant de l'Egypte a dit que la question des arriérés aurait des incidences budgétaires et que le Comité du budget avait donc un rôle à jouer à cet égard. Cette question avait des conséquences sur les activités de coopération technique de l'OMC: il était paradoxal que le Sous-Comité encourage des programmes de coopération technique pour l'intégration des pays les moins avancés alors même que les pays en question ne pourraient plus en bénéficier à cause de leurs arriérés. Ces pays n'avaient pas les moyens de payer et avaient besoin de solutions novatrices. L'intervenant souhaitait que des consultations aient lieu dans les Comités concernés. Il a instamment demandé qu'une solution soit rapidement trouvée pour éviter de soulever la question à la Réunion de haut niveau.

24. La représentante de l'Australie reconnaissait comme le représentant du Bangladesh qu'il était quelque peu paradoxal que les Membres qui avaient le plus grand mal à payer leur dû étaient aussi ceux qui avaient le plus besoin d'une assistance technique. Cependant, elle était consciente des problèmes de longue date qui avaient conduit à l'arrangement actuel et était prête à envisager d'autres propositions qui seraient élaborées en consultation étroite avec le Comité du budget.

25. Le représentant de Singapour a dit qu'il serait utile d'établir une distinction entre la question générale des arriérés et les problèmes spécifiques auxquels étaient confrontés les pays les moins avancés, et a exprimé l'espoir que le Sous-Comité identifierait ces problèmes avant de poursuivre les débats. Il a demandé que le Secrétariat établisse un document d'information et que la Présidente mène des consultations informelles avec les pays les moins avancés concernés. Le Comité ne devrait pas uniquement mettre l'accent sur la question générale des arriérés en soi, mais également contribuer à atténuer les difficultés des pays les moins avancés.

26. La Présidente a dit que les débats montraient qu'il fallait davantage de documents d'information sur le sujet. La question soulevée par le représentant des Etats-Unis, appuyé par d'autres délégations, était pertinente, même si les débats antérieurs n'avaient jamais abouti à une solution. L'intervenant a proposé que le Sous-Comité demande au Secrétariat d'établir un document qui ferait le point de la question des arriérés dans le cadre de l'Organisation et d'envisager des solutions possibles, selon les orientations données par la Présidente, en consultation avec le Directeur général, le Président du Comité du commerce et du développement et le Comité du budget. Il faudrait prendre en considération les questions de risque subjectif et les circonstances propres à un pays qui avaient une incidence sur le respect de cette obligation. L'intervenante a proposé de tenir des consultations additionnelles avec les pays les moins avancés concernés.

27. Le représentant des Etats-Unis a demandé si la Présidente voulait dire que le document d'information indiquerait pays par pays les raisons pour lesquelles les Membres inactifs n'avaient pas réglé leurs arriérés. Il accueillerait favorablement un document de ce genre et a fait observer qu'il existait déjà une documentation sur les débats qui avaient eu lieu aussi bien au Comité du budget qu'au Comité préparatoire.

28. La Présidente a répondu qu'elle songeait à un document plus global qui indiquerait les méthodes adoptées par d'autres organisations internationales et présenterait de nouvelles options. Elle connaissait la situation à cet égard à la Banque mondiale et a dit que la Banque africaine de développement était également confrontée à des problèmes similaires. Ces institutions avaient mis au point des stratégies impliquant à la fois des incitations et des contraintes et proposaient des solutions sans remettre en cause les obligations de leurs membres. L'intervenante a suggéré que le document aille au-delà d'une énumération par pays. En outre, les circonstances, qu'elles résultent d'un manque de volonté politique ou de carences institutionnelles, devraient être prises en compte. Le représentant des Etats-Unis a exprimé son accord mais a fait remarquer que la question avait déjà été examinée. Il a rappelé qu'en 1994, le Comité préparatoire de l'OMC avait envisagé d'autres options comme le retrait du droit de vote à l'OMC ou l'interdiction d'accès au mécanisme de règlement des différends.

29. Le Comité a ensuite approuvé la proposition de la Présidente.

ii) Point C de l'ordre du jour - Réunion de haut niveau pour les pays les moins avancés

30. La Présidente a rappelé qu'à sa réunion du 17 février 1997, le Comité du commerce et du développement avait examiné pour la première fois de manière approfondie la portée, la teneur et l'organisation de la Réunion de haut niveau, sur la base d'une note informelle conjointe établie par les Secrétariats du CCI, de la CNUCED et de l'OMC, datée du 13 février 1997. A cette réunion, le Comité avait instamment demandé que l'on poursuive la réflexion sur le fond et était convenu qu'il serait approprié que le Sous-Comité fixe les orientations en la matière. L'intervenante a rappelé que les délégations avaient généralement appuyé l'idée que le CCI, la CNUCED et l'OMC, ainsi que la Banque mondiale, le FMI et le PNUD seraient les six co-organisateurs de la Réunion et qu'elles avaient chargé le Secrétariat de prendre les contacts nécessaires avec les co-organisateurs dès que possible. Elle a souligné qu'il y avait urgence, étant donné que la Conférence ministérielle de Singapour avait proposé qu'une conférence soit organisée le plus tôt possible en 1997. En outre, elle a rappelé qu'en ce qui concernait l'ordre du jour proposé dans la note informelle conjointe, les délégations avaient généralement appuyé les points 1, 2 et 4. Des divergences subsistaient sur la question de savoir comment inscrire à l'ordre du jour un point relatif aux technologies de l'information. L'intervenante a souligné que l'on s'approchait rapidement d'un consensus au sujet de l'ordre du jour et a instamment demandé aux délégations de s'attacher aux problèmes de fond plutôt qu'à des questions d'ordre rédactionnel.

31. Le représentant de Madagascar souhaitait que la discussion ne soit pas une répétition du débat qui avait eu lieu à la réunion du Comité du commerce et du développement et a dit que la Réunion de haut niveau devrait lancer des initiatives pour résoudre les difficultés auxquelles faisaient face les pays les moins avancés à mesure qu'ils intégraient le système commercial mondial. Il a instamment demandé que la Réunion soit pratique plutôt que théorique. Il a recommandé que des critères soient définis pour évaluer les besoins et les intérêts de chacun des pays les moins avancés; cette évaluation pourrait ensuite être adressée aux co-organisateurs sous forme de mémorandum. Ceci permettrait aux secrétariats des institutions co-organisatrices d'indiquer des mesures qui pourraient être prises compte tenu des programmes existants. Ces critères pourraient être le renforcement de la capacité de production et d'exportation, l'amélioration de l'accès aux marchés, les moyens de commercialisation et la capacité de réponse des différents pays. L'intervenant a souligné qu'une démarche pratique serait nécessaire pour établir des programmes intégrés et cohérents et a dit que le Programme intégré pour l'Afrique

pourrait servir de point de départ. Il a suggéré que la Réunion de haut niveau dure de deux à trois jours et traite des questions les plus importantes, conformément à son mandat.¹

32. Le représentant du Canada a instamment demandé au Sous-Comité d'approuver rapidement l'ordre du jour afin que les autres co-organisateurs puissent intervenir et a ajouté qu'une conférence organisée dans la hâte ne serait pas une bonne conférence. Il avait déjà présenté un certain nombre d'observations détaillées à la dernière réunion du Comité du commerce et du développement et souhaitait revenir sur certaines d'entre elles. S'agissant de l'objectif n° 2, tel qu'il est énoncé dans la note informelle conjointe, il tenait à préciser que la Réunion ne devait pas être considérée comme une conférence d'annonce de contributions. Il a recommandé de revoir en conséquence le texte actuel qui prévoyait de lancer une première série d'activités concrètes, régionales et par pays. S'agissant de l'objectif n° 4, il souhaitait souligner que les questions d'accès aux marchés ne seraient pas considérées comme la priorité principale ni interprétées comme impliquant de nouveaux engagements éventuels sur une base collective. Il a rappelé que les Ministres étaient convenus à la Conférence ministérielle de Singapour que l'élargissement des possibilités d'accès aux marchés devait se faire de manière autonome. On éviterait ainsi de susciter de faux espoirs.

33. Le représentant du Bangladesh a dit que la Réunion de haut niveau devait profiter de la dynamique créée par la Conférence ministérielle de Singapour et a instamment demandé aux délégations d'agir rapidement. Il a rappelé que les délégations des pays les moins avancés avaient eu la possibilité de réfléchir à certains problèmes qui les préoccupaient.² Un examen des causes, en particulier d'ordre structurel, serait nécessaire car il s'agissait de causes fondamentales et largement reconnues, mais l'intervenant a précisé que cela ne devait pas affecter le travail de fond sur les points essentiels de l'ordre du jour. Les deux pourraient être menés de front et favoriser une approche globale de la solution du problème. Le paradigme du développement comportait un enchaînement dans lequel chaque organisme concerné avait un rôle spécifique à jouer. Chaque fois que l'une des phases de cet enchaînement était entravée ou bloquée, il fallait adopter une approche intégrée pour surmonter la difficulté. La note informelle conjointe accordait une importance excessive au renforcement des capacités au plan de l'offre, minimisait la question primordiale de l'accès aux marchés et suggérait la mise en place d'un régime préférentiel spécial pour assurer aux pays les moins avancés un accès amélioré aux marchés. Ce régime viserait surtout les produits pour lesquels ces pays avaient un avantage comparatif et la capacité d'exporter, y compris dans le cadre de l'Arrangement multifibres. Même si l'on devait procéder de manière autonome, il pourrait y avoir un cadre général dans lequel s'inscrirait une certaine forme d'engagement. La question des produits de base était à mentionner tout particulièrement. Il fallait se pencher sur les mesures liées aux produits qui tenaient compte des réalités existantes de la production et de la commercialisation, et qui ne reposaient pas entièrement sur des approches fondées sur les mécanismes du marché. Il importait que les pays les moins avancés n'aggravent pas les problèmes existants d'offre excédentaire au cours de l'examen de leurs capacités. Ils avaient besoin d'une assistance concrète pour acquérir des avantages comparatifs dynamiques, ce qui pourrait exiger que cette question soit examinée de plus près et que des engagements de principe soient pris en vue d'accroître la valeur ajoutée de la production. S'agissant du rôle de l'investissement étranger direct, l'intervenant a dit qu'il fallait l'examiner avec davantage de circonspection de manière que les flux d'investissement répondent aux objectifs stratégiques devant être réalisés en matière de politique industrielle.

34. Le représentant du Bangladesh a ajouté que la Réunion de haut niveau devrait déboucher sur l'engagement politique de mettre en oeuvre des mesures importantes qui figuraient au programme de travail en matière de développement. Il faudrait envisager des périodes d'adaptation plus longues et

¹La déclaration complète de la délégation de Madagascar figure dans le document WT/COMTD/LLDC/W/4.

²La déclaration complète de la délégation du Bangladesh figure dans le document WT/COMTD/LLDC/W/3, daté du 5 mars 1997.

d'autres traitements préférentiels à accorder aux pays les moins avancés dans le cadre des divers éléments des Accords du Cycle d'Uruguay. Les organismes compétents devraient être dotés de moyens suffisants pour jouer le rôle qui leur incombait. Par exemple, le CCI disposait de techniques de promotion des exportations, mais peut-être n'avait-il pas les ressources financières nécessaires. A son initiative, des bureaux avaient été établis dans des pays développés pour promouvoir les importations de pays en développement, même si le manque de ressources limitait actuellement leur efficacité. De même, l'intervenant a suggéré que des bureaux soient créés pour encourager les pays développés et les pays en développement à encourager les investissements dans les pays les moins avancés. En outre, il fallait tirer dûment profit de la longue expérience de la CNUCED dans le domaine du développement. Concernant les dates de la Réunion de haut niveau, l'intervenant convenait que fin juin pourrait être une période appropriée puisque se tiendrait alors le Séminaire pilote sur la mobilisation du secteur privé pour encourager l'investissement étranger dans les PMA organisé par la CNUCED. Il a également recommandé qu'un mécanisme de suivi de la mise en oeuvre des décisions prises lors de la Conférence soit mis en place.

35. Prenant la parole en qualité d'observateur, le représentant du Népal a souscrit aux vues exprimées par le représentant du Bangladesh et est convenu qu'il fallait délimiter la spécificité dans un cadre de coopération aussi large. La participation croissante des pays, y compris des pays les moins avancés, à l'OMC, témoignait d'une confiance de plus en plus grande dans l'Organisation et sa capacité à faire en sorte que même les petits et les faibles reçoivent une part des avantages découlant de la mondialisation. Malgré la croissance du volume total du commerce mondial, l'intervenant a indiqué que la part des pays les moins avancés, aussi bien dans les importations que dans les exportations, avait diminué dans les années 90, alors qu'elle était déjà minime au cours de la décennie précédente. La situation était en outre compliquée par la diversité des problèmes auxquels devaient faire face les pays les moins avancés qui étaient au nombre de 48 et comptaient presque 600 millions d'habitants. Etant donné que les réactions différaient sur la question de l'accès aux marchés, l'intervenant a suggéré de prendre comme point de départ un examen des conditions existantes ou de la Décision sur les mesures en faveur des pays les moins avancés. Quel que soit le degré de libéralisation de l'accès aux marchés, il ne serait pas possible d'en profiter si la capacité d'offre n'avait pas été auparavant développée. La Réunion de haut niveau devrait être axée sur le processus de renforcement des capacités, y compris des questions telles que l'infrastructure, la facilitation des échanges, l'efficacité, le développement institutionnel, l'investissement et la technologie, les produits de base et la diversification. Il était primordial d'accroître les apports de ressources pour renforcer les capacités. L'intervenant a recommandé qu'un mécanisme d'examen soit mis en place pour surveiller la mise en oeuvre des décisions prises lors de la Conférence. Il a encouragé la participation du secteur privé et a souhaité que les travaux préparatoires débutent sans tarder.

36. La Présidente a instamment demandé aux délégations de ne pas discuter de la structure de la Réunion de haut niveau et a rappelé que la CNUCED, qui avait une longue expérience de l'organisation de grandes réunions, devait intervenir dans la préparation. Elle a dit que la participation du FMI et de la Banque mondiale permettrait d'atténuer le risque d'incompatibilité entre les orientations données par différentes institutions. A cette fin, il fallait donner une certaine marge de manoeuvre à ces deux institutions et, partant, prévoir une certaine flexibilité en ce qui concernait l'ordre du jour proposé pour la Réunion.

37. Le représentant de la Tanzanie a dit que la Réunion de haut niveau devrait se concentrer sur le développement, le renforcement et la diversification de la base de production et d'exportation des pays les moins avancés. Dans le cadre de la coordination entre les institutions, il faudrait prévoir un mécanisme pour favoriser les approches suivies par les pays les moins avancés en vue de réformer leur économie. L'intervenant a souligné que le développement industriel était un élément essentiel de ce processus et s'est demandé pourquoi l'ONUDI n'avait pas été proposée comme co-organisatrice.

Il a pris note avec satisfaction de la note informelle et a instamment demandé que les travaux préparatoires débutent rapidement.

38. Le représentant du Maroc a recommandé au Sous-Comité de n'écarter aucune option et de ne pas fixer de dates qui pourraient ne pas être respectées. Il n'avait pas d'objection sur la question de la participation, mais jugerait inopportun qu'il y ait trop de questions de fond, ce qui serait difficile à gérer. Il avait deux observations à faire à cet égard. Premièrement, les organisations devaient adopter une approche intégrée pour aborder de manière cohérente les questions liées au commerce de manière à éviter les contradictions entre les conditions posées par chacune d'elles. Deuxièmement, il était souhaitable de s'employer à élaborer une approche qui donnerait rapidement des résultats; en s'en tenant au Plan d'action global et intégré de l'OMC en faveur des pays les moins avancés³, on devrait adopter une approche équilibrée. Concernant l'accès aux marchés, les Membres pouvaient choisir d'annoncer leur contribution de manière indépendante. Enfin, d'autres étapes devraient être proposées, étant donné que la Réunion de haut niveau n'était pas l'aboutissement du processus.

39. Le représentant de Hong Kong a dit qu'il était favorable à la promotion de l'investissement étranger direct et du développement des entreprises par un dialogue constructif et fructueux avec le secteur privé. La prise en considération de cette question à la Réunion de haut niveau encouragerait une approche fondée sur le développement durable pour les pays les moins avancés. L'intervenant a souscrit à la déclaration faite par le représentant de la Tanzanie selon laquelle les objectifs devaient être clairs et ne pas susciter de faux espoirs comme l'avait souligné le représentant du Canada. Il a dit que le sentiment général qui semblait se dégager au Comité du commerce et du développement et au Sous-Comité était que la Réunion de haut niveau devrait déboucher sur des résultats concrets allant dans le sens du Plan d'action.

40. Le représentant de Haïti s'est dit préoccupé par la déclaration du représentant du Maroc qui craignait que l'on attende trop de la Réunion de haut niveau. Il était d'avis que la note informelle conjointe accordait beaucoup d'importance aux questions commerciales et non aux coûts structurels du développement. Il a instamment demandé au Sous-Comité d'établir le lien entre commerce et développement, car un point de vue trop étroit découragerait d'autres organisations s'occupant avant tout de développement. Étant donné que ces organisations aidaient les pays les moins avancés à augmenter leur capacité de production, leur contribution serait essentielle pour atteindre l'objectif d'une participation accrue aux marchés. La Réunion de haut niveau devrait aboutir à un échange de propositions avec les organismes qui travaillaient dans ce domaine et devrait donner aux Ministres une idée plus équilibrée des capacités de développement. D'autres réunions de cette nature pourraient être l'occasion de faire à nouveau le point de la situation. Les Ministres avaient compris que vu leur complexité les problèmes qui se posaient aux pays les moins avancés ne pouvaient pas être résolus par une seule organisation. L'intervenant a dit qu'une réunion serait plus efficace si elle était préparée avec soin et non avec précipitation. La Présidente a répondu qu'à son avis il n'y avait pas beaucoup de différence entre le point de vue de l'intervenant et celui du représentant du Maroc, car la tâche de la Réunion de haut niveau était déterminée par le Plan d'action ainsi que par la Déclaration ministérielle de Singapour. Il s'agissait d'un processus dont la Réunion de haut niveau faisait partie, mais n'était pas l'aboutissement. La Présidente a ajouté qu'il n'avait jamais été question de négliger la question du développement.

41. Le représentant des Communautés européennes a souligné qu'il était urgent d'aller de l'avant car seule la composante OMC avait été examinée. Il était conscient que les problèmes que devaient surmonter les pays les moins avancés ne se limitaient pas à l'accès aux marchés et à la coopération technique, mais il a fait observer que la mission de la Réunion de haut niveau, telle qu'elle avait été

³Reproduit dans le document WT/MIN(96)/14 daté du 7 janvier 1997.

déterminée à la Conférence ministérielle de Singapour, était d'accroître les possibilités commerciales. Il souscrivait aux observations faites par le représentant du Maroc selon lesquelles le Plan d'action était une contribution utile de l'OMC et constituait pour cette dernière un cadre approprié. Le Secrétariat devrait poursuivre ses travaux préparatoires tout en continuant à informer les délégations et il faudrait lui donner des indications chaque fois que cela serait nécessaire.

42. Le représentant de l'Inde a approuvé les objectifs énoncés dans la note informelle conjointe et est convenu que le Plan d'action constituait la base de l'ordre du jour. Il a demandé que la déclaration faite par le représentant du Bangladesh soit distribuée aux membres.⁴ Les objectifs de la Réunion devraient être adaptés aux souhaits des pays les moins avancés et non à ce que d'autres avaient décidé pour eux. L'intervenant a instamment demandé qu'un équilibre soit maintenu entre la question du renforcement des capacités et celle de l'accès aux marchés. Il n'avait pas d'a priori au sujet de la date de la Réunion et des organisations impliquées et a demandé que le Sous-Comité soit régulièrement informé. Si nécessaire, une réunion informelle du Sous-Comité pourrait être convoquée pour examiner les obstacles qui pourraient surgir.

43. Le représentant de la Suisse a souligné qu'il était urgent d'entamer la préparation de la Réunion de haut niveau pour qu'elle ne soit pas improvisée. Il serait difficile de faire appel à des co-organisateurs potentiels qui ne savaient pas quelle pourrait être leur contribution concrète à ce stade. Deuxièmement, il partageait l'avis du représentant du Maroc selon lequel la Réunion de haut niveau n'était pas l'aboutissement du processus mais en marquait, au contraire, le début. Troisièmement, il souscrivait à l'approche proposée par la note informelle et demandait instamment que l'ordre du jour ne soit pas surchargé. Quatrièmement, il a dit que fixer les dates était un objectif ambitieux et a fait observer qu'il n'était pas en mesure de saisir toutes les questions pertinentes à cet égard.

44. Le représentant de la Norvège estimait, comme le représentant de l'Inde, que des contributions des pays les moins avancés étaient essentielles. Il a instamment demandé de faire preuve de modération et a insisté pour que l'ordre du jour vise avant tout à obtenir des résultats concrets. La Réunion de haut niveau serait une occasion importante d'appeler l'attention des responsables politiques sur la situation des pays les moins avancés en matière de commerce et ne devrait pas avoir pour objet de résoudre toutes les difficultés auxquelles ces pays étaient confrontés. Il était favorable à la tenue de la Réunion pendant la période prévue et à la poursuite des travaux préparatoires.

45. Le représentant du Japon a indiqué qu'un certain nombre de réunions connexes étaient prévues vers la fin du mois de juin, y compris la Réunion de la CNUCED sur les pays sans littoral à New York, la Réunion sur les technologies de l'information à Toronto et le Séminaire pilote de la CNUCED sur la mobilisation du secteur privé pour encourager l'investissement étranger dans les PMA. Il a suggéré que début juillet serait une période plus appropriée pour tenir la Réunion. Sa délégation appuyait la déclaration faite par le représentant du Maroc visant à maintenir l'ordre du jour dans les limites des tâches définies dans le Plan d'action. Il a recommandé que le secteur privé participe à la Réunion et a fait état du rôle joué par l'investissement étranger direct dans le développement économique de la région est-asiatique. Il a fait remarquer que les transferts de technologie effectués par des sociétés privées seraient un atout important pour l'expansion des pays en développement, y compris les pays les moins avancés.

46. La Présidente a proposé que les questions de logistique soient traitées par les secrétariats respectifs, qui tiendraient le Comité informé. En outre, elle a proposé que la Réunion repose sur cinq paramètres. Premièrement, l'apport des pays les moins avancés, idée qui avait été soulevée par le représentant de l'Inde et appuyée par le représentant de la Norvège. A ce propos, l'intervenante a

⁴Voir plus haut, note de bas de page n° 2.

demandé au Secrétariat de faire distribuer le texte de l'intervention du représentant du Bangladesh.⁵ Deuxièmement, le Plan d'action en faveur des pays les moins avancés. Troisièmement, la volonté de coopérer avec les cinq autres co-organisateurs en tenant compte de leurs avis. Quatrièmement, la nécessité d'aboutir à des résultats concrets à la Conférence. Cinquièmement, le fait que la Réunion de haut niveau était une étape du processus défini dans le Plan d'action et non son aboutissement. L'intervenante a également proposé que le Sous-Comité assure le suivi global de la préparation de la Réunion de haut niveau au lieu de s'occuper de points de détail. Elle a suggéré que le Sous-Comité soit tenu au courant des nouvelles contributions qu'apporteraient les co-organisateurs et de l'évolution du processus de préparation, indiquant qu'elle convoquerait une réunion additionnelle en cas de besoin.

47. Le Sous-Comité en est ainsi convenu.

iii) Point D de l'ordre du jour - Autres questions

48. Un représentant du Secrétariat a présenté le document sur les activités spéciales en faveur des pays les moins avancés en vue de la Conférence ministérielle de Singapour.⁶

⁵Voir plus haut, note de bas de page n° 2.

⁶Distribué sous la cote WT/COMTD/LLDC/W/2.